



CDAS du 11/04/2022 Déclaration Liminaire

DES FAITS PAS DES PROMESSES

Quoi qu'il arrive, quoi qu'il en coûte... le gouvernement continue sa politique comme si une pandémie n'entravait pas nos vies, comme si la période récente n'avait pas montré toutes les limites de ce système capitaliste, ultra libéral et mondialisé à l'extrême. Les inégalités au niveau mondial, européen et français continuent de se creuser.

Après les dernières journées de mobilisation aux Finances, l'entreprise de démolition des politiques, des services et de l'emploi public se poursuit.

Plus que jamais, aux Finances Publiques, les revendications de la CGT sont à l'ordre du jour.

L'annonce électorale du dégel du point d'indice, non chiffrée et à un horizon lointain, ne saurait répondre aux légitimes revendications des salariés et de la CGT

Le projet de transfert des missions fiscales de la Direction Générale des Douanes vers la Direction Générale des Finances Publiques, préalable à la création de l'Agence du recouvrement fiscal et social, est emblématique de l'ambition gouvernementale de démanteler nos deux directions !

Aujourd'hui, aux Douanes comme à la DGFIP, c'est le « cœur de métier » qui est attaqué, plus de cap, ni de boussole !

Nous avons besoin de véritables moyens pour faire fonctionner correctement nos services et exercer toutes nos missions : un véritable maillage géographique garantissant une égalité de traitement des territoires, des entreprises et des citoyens.

Paradoxalement, alors que l'action sociale devrait rester une conquête sociale essentielle, elle est mise à mal par la diminution des crédits et la ponction de 6 % - bien mal nommée « réserve ». La destruction de l'action sociale est en marche : vente des résidences de vacances, suppression de structures de restauration, régionalisation des délégations d'action sociale.

La note d'orientation affirme que « la nouvelle organisation ne remettra en cause ni le contenu des missions du réseau, ni le maintien d'un réseau de proximité adapté aux situations locales ». Force est de constater que les vacances de postes dans plusieurs délégations n'augurent rien de bon et ne semblent pas garantir la pérennité du réseau.

L'offre sociale en matière de résidences de vacances a été réduite drastiquement, nous sentons poindre le prochain chantier de la réforme de l'action sociale : **la restauration collective** !

C'est pourquoi nous serons attentifs au maintien des restaurants financiers existants tels que ceux de Mosson et Verdier. De même nous resterons vigilants à l'installation rapide d'une solution de restauration collective sur place et de qualité dans les locaux d'Apollo. Nous ne perdons pas de vue l'installation d'une restauration collective de qualité sur le site du Millénaire.

LA CGT REVENDIQUE :

- de garantir un accès pour toutes et tous à l'action sociale,
- une information accessible à l'ensemble des agent·e·s,
- de maintenir un réseau de proximité,
- l'existence d'une restauration collective de qualité.

Pourquoi tout était-il si doux dans les promesses et pourtant si amer dans les réalisations ?

(Olaf Stapeldon)